

- > prises ces dernières décennies restent insuffisamment appliquées, et leurs violations sont rarement sanctionnées dans nombre de pays.

Malgré la très large ratification, à partir des années 1970, de conventions internationales protégeant les tortues marines, les captures demeurent autorisées dans une quarantaine de pays (Papouasie-Nouvelle-Guinée, Nicaragua, Australie...). Cette pêche légale s'accompagne d'une autre, dite «accessoire», toute aussi destructrice: les tortues sont prises par accident dans les chaluts à crevettes, les hameçons des palangres ou les filets maillants à poissons. Victimes collatérales d'un ratissage qui ne les vise pas, elles meurent, souvent asphyxiées, avant d'être remontées à la surface. La pêche dite «fantôme» assombrit encore le tableau: abandonnés au fond de l'eau, volontairement ou non, des filets continuent pendant des années à emprisonner et à tuer des tortues, entre autres animaux.

Pire: en dépit du renforcement des interdictions, le braconnage des tortues marines perdure à grande échelle dans certains pays en développement. Il est le fait de populations pauvres ne comprenant pas pourquoi elles devraient renoncer à une nourriture traditionnelle, riche en protéines, et particulièrement accessible. Mais aussi de réseaux transnationaux qui alimentent un trafic de carapaces, et surtout d'écailles, à destination de l'Asie.

COHABITER AVEC LES TORTUES ?

Outre la surexploitation, les menaces les plus importantes sont désormais liées à la fréquentation par l'homme des espaces nécessaires aux tortues. À terre, sur les côtes ou au large, leur cycle de vie est truffé d'obstacles: occupation du littoral, braconnage, impacts de la pêche, pollution, collisions avec les navires...

Parmi ces menaces, l'urbanisation du littoral est le péril numéro un pour les tortues marines. Et il est sans doute le plus difficile à juguler, tant les enjeux financiers sont importants. La croissance exponentielle du tourisme mondial, particulièrement dans le secteur balnéaire, entraîne un bétonnage accéléré des côtes. La construction d'aménagements au bord des plages, au plus près des flots, gêne l'accès aux sites de ponte, voire les détruit. En juillet 2012, sur l'île caraïbe de Trinidad, un lieu ancestral de nidification de tortues luths a été rayé en quelques heures de la carte. Des engins de chantier ont écrasé des milliers d'œufs et de nouveau-nés.

L'urbanisation engendre d'autres problèmes. L'éclairage artificiel qui l'accompagne désoriente les femelles venues pondre et les jeunes à peine éclos. Des tortues ont été retrouvées errant sur des parkings ou des routes à l'arrière des plages.

Sans surprise, les conséquences du rejet en mer de divers déchets, de résidus de pesticides et de métaux lourds sont considérables. En premier lieu, les polluants chimiques rendent les tortues



Une tortue caouanne dans le bassin de réhabilitation du musée océanographique de Monaco.

vulnérables aux maladies. Ils sont ainsi soupçonnés de favoriser la fibropapillomatose, une pathologie se caractérisant par des tumeurs qui se multiplient et paralysent les fonctions vitales jusqu'au décès. Les plastiques flottant entre deux eaux sont tout aussi dangereux. Entravées par les plus gros, des tortues finissent asphyxiées. D'autres avalent les morceaux en les confondant avec des méduses qui comptent parmi leurs mets favoris. Les plastiques peuvent rester pendant des mois dans leurs intestins, entraîner des nécroses et des perforations fatales.

Afin de mobiliser la société civile et de favoriser l'émergence de solutions efficaces pour une Méditerranée libérée des déchets plastique, la Fondation Prince Albert II de Monaco et ses partenaires (Tara Océan, Surfrider Foundation Europe, la Fondation MAVA et l'UICN) ont lancé l'initiative *Beyond Plastic Med* (BeMed) en 2015. Depuis sa création, le programme a déjà soutenu 23 projets dans 11 pays du pourtour méditerranéen. En 2019, 500 000 euros ont été investis pour une Méditerranée sans plastique.

Pour sauver les tortues marines, nous devons en premier lieu, accepter de leur laisser une place. Un sacré défi à l'heure où l'attrait des vacanciers du monde entier pour les plages de sable fin et cocotiers n'a jamais été aussi fort et que l'aménagement touristique de ces littoraux est souvent perçu comme le principal, voire l'unique levier de développement économique pour les régions alentour.

Pourtant, bien géré, le développement touristique peut se révéler bénéfique, en participant

à la sauvegarde de sites et d'espèces menacées. Baptisé «écotourisme», respectueux et ancré sur la découverte du patrimoine naturel, il a vocation à bénéficier aux populations locales. À celles-ci, une tortue vivante peut ainsi rapporter plus d'argent, grâce à l'attractivité touristique, que sa chair et sa carapace. Dès lors, il devient plus intéressant de la protéger que de la tuer. L'écotourisme s'est développé au Costa Rica dans les années 1980 et l'ONU l'a consacré comme vecteur essentiel du développement durable en déclarant l'année 2002 «Année internationale de l'écotourisme».

Cependant, le terme «écotourisme» n'est pas lié à de réelles obligations. Librement utilisé par les acteurs, à bon ou mauvais escient, il est parfois galvaudé. Lors de sorties en groupe, les tortues sont approchées de trop près, harcelées en mer, éblouies à terre par des torches ou des flashes. Pour la conservation des espèces, l'écotourisme reste un pis-aller. Il permet pourtant de sensibiliser l'opinion, de financer des actions de préservation et de convertir certains braconniers en guides touristiques, protecteurs de l'environnement.

LE COSTA RICA EN PRÉCURSEUR

Le Costa Rica reste un exemple. Dans ce petit pays d'Amérique centrale, entre Atlantique et Pacifique, l'écotourisme sert de vitrine, mais aussi de locomotive économique. Avec 2,6 milliards de dollars (2,4 milliards d'euros) dégagés en 2014, le tourisme dit «vert» constitue désormais la première source de revenus. Dans ce panorama, les tortues marines ont une place et un statut particuliers. Sans échapper au braconnage qui sévit

dans l'ensemble de la région, elles bénéficient d'un haut niveau de protection. Les captures y sont interdites, le ramassage des œufs prohibé ou réglementé... Avant d'en arriver là, autorités et organisations non gouvernementales ont bataillé ferme, tant l'exploitation des tortues était ancrée dans la culture et les traditions locales.

LAISSER UNE PLACE À LA NATURE

Un autre axe de protection est le développement des aires marines protégées. Il s'agit d'espaces marins délimités où s'exerce une réglementation spécifique des activités, visant à la conservation de la vitalité des écosystèmes marins, tout en permettant un développement local durable (voir *Des aires protégées ou désert marin ?*, par H. Le Meur, page 68). Pour les tortues marines, les bénéfices sont réels: l'encadrement de la pêche diminue les captures accidentelles, la maîtrise de la navigation réduit les collisions, les fonds marins et les zones d'alimentation comme de pontes sont préservés.

Le développement des aires marines protégées le prouve, l'homme, grandement responsable de la raréfaction des tortues marines, est aussi capable de se mobiliser pour voler à leur secours. Alors que ces animaux commencent à émouvoir l'opinion publique, des passionnés, bénévoles, chercheurs et responsables associatifs s'organisent pour les protéger. Certains surveillent les plages de pontes, placent si besoin les œufs en couveuse, veillent à ce que les nouveaux gagnent la mer sans encombre. D'autres analysent leur mode de vie, adaptent les engins de pêche pour limiter au maximum les captures accidentelles, avec par exemple des lignes de palangres qui peuvent être équipées, à coût réduit, d'hameçons spécifiques que les tortues ne peuvent pas avaler. Ou encore, le *Turtle Excluder Device* (TED), un filet doté d'une trappe de sortie permettant aux tortues de s'échapper.

De plus en plus fréquemment, les tortues blessées et secourues à temps bénéficient d'une prise en charge, grâce au développement, sous différentes latitudes, de centre de soins et d'une collaboration en réseau. La seule Méditerranée en compte trente-quatre, répartis dans quatorze pays. L'un d'eux vient d'ouvrir au musée océanographique de Monaco (voir *l'encadré*, page 77).

Les tortues marines symbolisent un monde devenu instable, qui peut prochainement basculer soit vers un retour à l'équilibre, quand on laisse la nature respirer, soit vers une disparition, quand on brise un maillon de la chaîne.

Victimes silencieuses de nos excès, les tortues marines peuvent-elles devenir les ambassadrices d'une nouvelle relation apaisée et respectueuse de l'homme avec la nature? Si nous ne laissons pas cette chance à des animaux que nous trouvons si sympathiques, à quelles autres espèces la laisserons-nous? ■

GARE AUX BALLONS!



Les lâchers de ballons, très appréciés des enfants, ne sont pas anodins. En altitude, les ballons se dégonflent ou éclatent, retombant souvent en de multiples fragments. Flottant en surface, confondus avec des méduses, ils sont ingérés par des tortues et des oiseaux. Une étude sur des tortues échouées en Australie, a

montré qu'un tiers d'entre elles recelaient des débris de ballons dans leur tube digestif. Faut-il interdire les lâchers? En France, les dix communes de l'île de Ré ont franchi le pas en 2005, mais pour l'instant, elles font peu d'émules. Pour le bien des tortues, il devient urgent de faire évoluer la pratique. Selon l'association Robin des Bois, un million de ballons est lâché chaque année en France. Le musée océanographique lance un appel à idées pour trouver des alternatives écoresponsables aux lâchers de ballons, une bonne occasion de réfléchir et d'agir. Partagez vos bonnes idées par e-mail à fetesansballons@oceano.org ou sur le groupe Facebook «Fête sans ballons».